

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20241213-11833-DE-1-1
Date de télétransmission : 16/12/2024
Date de réception préfecture : 16/12/2024

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 13 DÉCEMBRE 2024

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PILCH, Madame ROSSIGNOL, Madame SAVESTE.

Excusés : Madame LEROUGE qui a donné pouvoir à Madame BOUNY, Madame MENU qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Monsieur DUCONSEIL qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.
Monsieur CAGIN.

Convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain de la
Communauté d'Agglomération d'Hénin-Carvin
Avenant N°1

Direction générale
Rapporteur : M. FONTALIRAND Bruno

I - CONTEXTE

Lors de la séance du 27 mars 2020, le Conseil d'administration de Pas-de-Calais habitat a autorisé la signature de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain de la Communauté d'Agglomération d'Hénin Carvin (CAHC).

Cette convention signée le 07 décembre 2020 fait l'objet d'évolutions reprises dans un avenant (n°01).

II - OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant (annexe 1), consiste en l'intégration des évolutions suivantes, pour le quartier de la Zac des Deux Villes situé sur les communes d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle :

- **Évolutions prises en compte par voie d'ajustement mineur n°1**
 - Modification du calendrier de l'opération « Résidentialisation Alsace-Artois-Bretagne (94 LLS) » ;
 - Mise à jour de l'annexe D avec intégration d'une annexe D9 présentant le bilan financier global du NPRU et mise en conformité des dossiers instruction sur IODA.
- **Modification de l'opération d'aménagement d'ensemble**
- **Modification du calendrier de l'opération de Résidentialisation Ébènes, Hêtres, Frênes et Érables (107 LLS)**
 - Calendrier initial : 2^{ème} semestre 2022, pour une durée de 8 semestres ;
 - Nouveau calendrier : 2^{ème} semestre 2024, pour une durée de 8 semestres.
- **Modification du texte de la convention du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) à la marge sur les articles suivants :**
 - Les objectifs urbains du projet ;
 - Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain ;
 - L'intervention de la ville de Montigny-en-Gohelle sur ses domaines de compétence ;
 - La synthèse du programme urbain ;
 - La description de la composition urbaine ;
 - La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement avec des apports en faveur de la mixité ;
 - La gouvernance ;
 - La conduite de projet ;
 - Le projet de gestion ;
 - La valorisation de la mémoire des quartiers ;
 - Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU ;
 - Les opérations bénéficiant des financements de la Région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signé par l'ANRU et la Région (ou le département) ;
 - Le plan de financement des opérations programmées.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil

d'administration :

- ✓ autorisent le Directeur général ou toute personne habilitée à fixer définitivement les clauses, charges et conditions, et à signer l'Avenant n°01 à la convention pluriannuelle de renouvellement urbain de la Communauté d'Agglomération d'Hénin Carvin,
- ✓ délèguent au Bureau les décisions relatives aux avenants aux conventions pluriannuelles des projets de renouvellement urbain.

Monsieur PILCH n'a pas participé aux débats et au vote de cette délibération

Décision adoptée à l'unanimité



AVENANT N°1 À LA CONVENTION PLURIANNUELLE DU PROJET DE RENOUVELLEMENT URBAIN DE LA ZAC DES DEUX VILLES

COFINANCÉ PAR L'ANRU DANS LE CADRE DU NPNRU



SOMMAIRE

ARTICLE 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE.....	4
ARTICLE 2 : OBJET DE L'AVENANT.....	4
ARTICLE 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE.....	7
ARTICLE 4 – DATE D’EFFET ET MESURE D’ORDRE	37
ANNEXES	37



Vu le règlement général de l'agence nationale pour la rénovation urbaine relatif au nouveau programme national de la renouvellement urbain (RGA NPNRU), en vigueur au jour de la signature du présent avenant,

Vu le règlement financier (RF) de l'ANRU relatif au NPNRU en vigueur au jour de la signature du présent avenant,

Il est convenu entre :

L'Agence nationale pour la rénovation urbaine, désignée ci-après « l'Agence » ou « l'ANRU », représentée par son délégué territorial du Pas-de-Calais,

L'État, représenté par le Préfet de département et responsable de la mise en œuvre du renouvellement urbain dans le département¹

L'Établissement public de coopération intercommunale (EPCI) Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin, représenté par son président, ci-après désigné « le porteur de projet² »

La commune d'Hénin-Beaumont, représentée par son Maire,

La commune de Montigny-en-Gohelle, représentée par son Maire,

Pas-de-Calais Habitat, représenté par son Directeur Général,

SIA Habitat, représenté par son Directeur Général,

Flandre Opale Habitat, représenté par son Directeur Général,

Action Logement Services, représenté par son Directeur Régional Hauts-de-France,

Foncière Logement, représenté par sa présidente,

Ci-après désignés les « Parties prenantes »

En présence de :

La Caisse des Dépôts, représentée par sa Directrice Régionale Déléguée,

La Région Hauts-de-France, représentée par son Président,

Ci-après désignés les « Partenaires associés »

Ce qui suit :

¹ Lorsque le projet de renouvellement urbain prévoit des opérations localisées dans un autre département que celui accueillant le siège de l'EPCI auquel est rattachée la convention, le préfet du département de localisation de ces opérations est également signataire de la convention.

² Exceptionnellement, le projet de renouvellement urbain peut être porté par la commune (départements et collectivités d'outre-mer, communes non inscrites dans un EPCI, communes rattachées à des communautés de communes n'ayant pas choisi d'exercer la compétence « politique de la ville »)

Article 1 : IDENTIFICATION DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention pluriannuelle du projet de la Zac des Deux Villes (n°693), portant sur le quartier QPV n°QP062044 situé sur les communes d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle, et dont le dossier a été examiné par les comités locaux d'engagement présidé par le délégué territorial de l'ANRU en date du 20 novembre 2018 et 22 septembre 2019, a été signée le 07 décembre 2020.

Cette convention pluriannuelle peut faire l'objet de modifications au cours de son exécution conformément à l'article 7.2 du titre III du RGA NPNRU.

A ce jour, les avenants et ajustements mineurs déjà contractualisés sont les suivants :

N° de l'avenant ou de l'ajustement mineur	Nature de l'avenant (ajustement mineur ou avenant)	Date du Comité d'Engagement	Date signature de l'ajustement mineur et de l'avenant	Description des modifications
N°1	Ajustement mineur	Sans objet	07/11/2023	Modification du calendrier de l'opération « Résidentialisation Alsace-Artois-Bretagne (94 LLS – C0693-34-0009 ». Mise à jour des annexes C1/C2/C3. Intégration d'une annexe D9 sur le bilan financier global du NPRU. Mise en conformité des droits de réservation Action Logement via l'article 5.2 et l'annexe B2.

Article 2 : OBJET DE L'AVENANT

L'objet du présent avenant consiste en l'intégration des évolutions suivantes :

- **Évolutions prises en compte par voie d'ajustement mineur n°1 ;**
 - o Modification du calendrier prévisionnel de l'opération MONTIGNY Résidentialisation Alsace/Artois/Bretagne (94 LLS) – IDTOP C0693-34-0009 (Calendrier initial : S1 2021 pour une durée de 8 semestres / nouveau calendrier : S2 2023 pour une durée de 8 semestres)
 - o Mise à jour de l'annexe C1, modification du calendrier prévisionnel de l'opération de résidentialisation Alsace/Artois/Bretagne (94 LLS) – IDTOP C0693-34-0009
 - o Mise à jour de l'annexe C2, modification du calendrier prévisionnel de l'opération de résidentialisation Alsace/Artois/Bretagne (94 LLS) – IDTOP C0693-34-0009
 - o Mise à jour de l'annexe C3, modification du calendrier prévisionnel de l'opération de résidentialisation Alsace/Artois/Bretagne (94 LLS) – IDTOP C0693-34-0009
 - o Mise à jour de l'annexe D, intégration d'une annexe D9 présentant le bilan financier global du NPRU, mise en conformité des dossiers instruction sur IODA
 - o Mise en conformité de l'article 5.2 de la convention pluriannuelle et de l'annexe B2 pour prendre en compte le passage à la gestion en flux : gestion en flux avec 60 droits de réservations Action Logement
- **Modification de l'opération d'aménagement d'ensemble – IDTOP C0693-24-01 :**
 - o Calendrier initial : S1 2022 pour une durée de 8 semestres / nouveau calendrier : S2 2024 pour une durée de 8 semestres
 - o Remplacement « une place minérale centrale » par « aménagement d'une nouvelle centralité »
 - o Saisie IODA de la date de prise en compte au 20/11/2018
 - o Ajout de la mention « Courrier du DG ANRU au préfet en date du 11/02/2019 fixant la date de prise en compte des dépenses au 20/11/2018 »
 - o Ajout des explications sur la valorisation foncière dans la cellule « commentaires »
- **Modification du calendrier de l'opération de Résidentialisation Ébènes/Hêtres/Frênes/Érables – 107 LLS – IDTOP C0693-34-01-01 :**

- Calendrier initial : S2 2022 pour une durée de 8 semestres / nouveau calendrier : S2 2024 pour une durée de 8 semestres

- **Modification du texte de la convention NPNRU :**

L'article 2.2 « Les objectifs urbains du projet » :

- suppression de la mention « implantation d'une halle de marché »
- suppression de la mention « place centrale » et remplacée par « nouvelle centralité »

L'article 3.1 « Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain » :

- Suppression de la mention « halle de marché »
- ajout d'un paragraphe sur la participation de la CAHC au financement de l'équipe mobile de prévention spécialisée de l'association Rencontres et Loisirs
- mise à jour du renouvellement du Contrat local de Santé (CLS), et suppression de la mention indiquant les amendements possibles en lien avec la Maison de Santé / Centre de la Parentalité
- mise à jour de la mention « volet Améliorer la santé des habitant.es » dans le cadre du nouveau Contrat de Ville « Engagement Quartiers 2030 »
- ajout d'une mention sur le Projet Alimentaire Territorial (PAT)

L'article 3.1.3. L'intervention de la Ville de Montigny-en-Gohelle sur ses domaines de compétence

- ajout d'une mention sur les permanences du « médiateur de quartier, des ateliers du centre social et principalement l'animation du CAJ » en lieu et place de « la PMI, des assistantes sociales, du Conseil citoyen, des associations ou encore du médiateur de quartier »,
- précisions sur les actions menées par la Ville auprès des jeunes et familles de quartier et non sur le sujet de la GUP
- ajout de la mention « antenne » au Centre social
- suppression de la mention « recrutement d'un Directeur de Centre social » et ajout du renouvellement de l'agrément pour la période 2024-2027

L'article 4.1 « La synthèse du programme urbain (éléments clefs) » :

- suppression des opérations suivantes :
 - « Création d'un point information Pas-de-Calais habitat situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Frênes (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat) »,
 - « Création de la maison du jeu et foyer des aînés situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Frênes (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat) »,
 - « Projet de construction d'une halle de marché sur l'entrée est du quartier (sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Hénin-Beaumont) ».
- suppression de la mention « place centrale »
- mise à jour du programme de diversification sur le secteur nord du mail Dahomey

L'article 4.2 « La description de la composition urbaine » :

- identification de la zone NL sur les franges nord du quartier de la ZAC des Deux Villes

L'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité » :

- mise à jour des contreparties foncières Action Logement sur le secteur nord du mail Dahomey

L'article 7.1 « La gouvernance » :

- ajout d'une mention sur la mobilisation des habitants lors des instances partenariales

- ajout d'une mention sur la participation des collectifs d'habitants

L'article 7.2 « La conduite de projet »

- mise à jour de l'organisation des maîtrises d'ouvrage

L'article 8.1 « Le projet de gestion »

- ajout d'une mention sur les orientations du Contrat Local de Santé
- ajout de la mention et rôle de l'antenne du Centre social de la ville de Montigny-en-Gohelle

L'article 8.3 « La valorisation de la mémoire des quartiers » :

- complément sur les actions en lien avec la mémoire des quartiers

L'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU » :

- mise à jour des opérations d'aménagement d'ensemble
- mise à jour des opérations de résidentialisation de logements locatifs sociaux

L'article 9.2.1 « Les opérations bénéficiant des financements de la Région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signé par l'ANRU et la Région (ou le département) » :

- précision sur l'identification des cellules à vocation commerciale

L'article 10 « plan de financement des opérations programmées » :

- Ajout d'une mention sur l'octroi des aides Région en matière de financement de l'immobilier à vocation commerciale

- **Modification du périmètre du quartier QPV N°QP062044, mise à jour des annexes A en incluant la notion de « nouvelle centralité », et les évolutions des contreparties foncières :**
 - A1 Plan de situation
 - A2 Carte de présentation du quartier
 - A3 Schéma du diagnostic et fonctionnement du quartier
 - A5 Schéma permettant d'identifier les secteurs impactés NPRU
 - A6 Tableau de bord des objectifs urbains
 - A7 schéma de synthèse
 - A8 Plan guide projet urbain
 - A9 Cartes thématiques
 - A11 Plan foncier avant/après
 - A12 Plan foncier identifiant les contreparties foncières Foncière Logement
- **Modification de l'annexe B1 (Contreparties foncières) :**
 - évolution SDP des contreparties foncières
- **Mise à jour des annexes C :**
 - C1 Échéancier prévisionnel (calendrier opérationnel) présentant l'enchaînement des opérations
 - C2 Tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet (TF IODA – ex C4 dans la convention pluriannuelle initiale
 - C3 Fiches descriptives des opérations modifiées
- **Création des fiches détaillées pour les opérations modifiées sur IODA**
- **Mise à jour des annexes D :**
 - Ajout d'une annexe D9 Plan financement prévisionnel
 - Ajout d'une annexe D10 carnet de phasage actualisé
- **Mise à jour du formalisme de la convention consolidée au format mars 2022**

Article 3 : MODIFICATIONS DE LA CONVENTION PLURIANNUELLE

La convention mentionnée à l'article 1 du présent avenant et modifiée par les avenants successifs listés dans ce même article est modifiée dans les conditions ci- après :

Article 3.1- Modification du préambule de la convention pluriannuelle de renouvellement urbain, du titre I – « Les quartiers » et de l'article 1 du titre II – « Les éléments de contexte »

Le PREAMBULE de la convention pluriannuelle est modifié et rédigé comme suit :

Le titre I « LES QUARTIERS » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 1^{er} « Les éléments de contexte » du titre II est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.2- Modification de l'article 2 du titre II – « Les objectifs poursuivis par le projet de renouvellement urbain »

L'article 2.1 « La vocation du ou des quartier(s) et les orientations stratégiques prioritaires du projet en cohérence avec le contrat de ville » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 2.2 « Les objectifs urbains du projet » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

L'ensemble des signataires s'accordent sur les objectifs urbains du projet, traduisant les orientations stratégiques, présentés au regard de chaque objectif incontournable de manière détaillée dans le tableau de bord en annexe A6 de la convention et consolidés, d'un point de vue spatial, dans un schéma de synthèse (annexe A7). Sont ainsi tout particulièrement précisés les objectifs en termes de rééquilibrage de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération et de diversification de l'habitat sur le quartier. Le porteur de projet est garant du respect de ces objectifs dans la mise en œuvre du projet.

- **1 - Apporter une réponse ambitieuse à la qualité des logements**
 - Réhabiliter les logements collectifs sur l'ensemble du quartier et plus particulièrement sur la future place centrale au croisement des axes de circulation principaux pour changer l'image du quartier dans sa globalité et pour améliorer le confort des locataires.
 - Apporter de la mixité avec des opérations de logements aux statuts et à la typologie variés (collectifs, individuels, intermédiaire, accession, intergénérationnel)

Indicateurs retenus :

- nombre de logements réhabilités et leur changement d'étiquette énergétique ou le nombre de kWh/m²/an avant et après travaux
- Diversité des statuts de logement : part de logements privés parmi les résidences principales du quartier

- Diversité des statuts de logement : part de logements locatifs sociaux parmi les résidences principales du quartier
- Équilibre de l'offre de logements locatifs sociaux à l'échelle de l'agglomération : part des logements locatifs sociaux de l'agglomération présente sur le quartier
- **2 - A partir du parc Dahomey, valoriser le patrimoine végétal, structurer la trame verte et les liaisons douces du quartier afin d'améliorer la desserte des équipements tout en reliant la ZAC vers les centres villes**
 - Créer depuis le parc Dahomey une piste cyclable et un mail piéton en site propre le long du boulevard Jean Moulin qui traverse le quartier d'Est en Ouest, et qui connecte à la voie verte longeant le quartier à l'Ouest.
 - Favoriser les déplacements doux en réaménageant les trottoirs, en retravaillant les mails et les espaces publics pour les piétons.
 - Étirer le parc à l'intérieur du quartier et favoriser les échanges avec le parc afin de faire appartenir le parc au quartier en travaillant sur le patrimoine végétal existant et le conforter dans les îlots résidentiels.

Indicateurs retenus :

- Nombre de mètres linéaires de pistes cyclables et de voies piétonnes et de voiries réalisées et connectées à l'existant
- Nombre de locaux vélos créés sur le quartier
- Évolution des surfaces d'espaces verts
- **3 - Sécuriser le quartier grâce au développement de la GUP, à la vidéosurveillance et au travail sur la citoyenneté**
 - Démolir en toute sécurité les immeubles Bourgogne Flandres Dauphiné pour ouvrir l'espace vers le Parc du Dahomey
 - Travailler les formes de résidentialisation des pieds d'immeubles permettant de les sécuriser sans créer un repli sur soi.
 - Diminuer le sentiment d'insécurité que peut ressentir certains habitants et usagers du quartier notamment par la requalification des espaces publics et l'implantation d'équipements publics ([Antenne du Centre social](#)).

Indicateurs retenus :

- Nombre de faits de délinquance / incivilités recensés
- Nombre de logements démolis
- Nombre de dégradations dans le parc locatif social
- Nombre de logements résidentialisés
- Nombre d'actions de GUP effectuées sur une année
- **4 – Dynamiser le quartier / Favoriser la mixité fonctionnelle / Améliorer la lisibilité des équipements existants et articuler les nouveaux projets vivifiants :**
 - [Valoriser la porte d'entrée Ouest du quartier par la restructuration de place Jean Moulin.](#)

- Requalifier les rez-de-chaussée des immeubles en diversifiant les vocations (équipements, commerces, lieux d'animations...) et en renforçant le caractère central de la future place à la croisée des axes majeurs du quartier.
- Mettre en valeur les équipements existants en retrait du boulevard par un aménagement de type parvis, piéton, avec un stationnement sécurisé.

Indicateurs retenus :

- Fonction économique du quartier / surface de plancher du quartier dédié à l'activité économique
- Diversité de l'offre commerciale dans le quartier / Poids des commerces de première nécessité parmi l'ensemble des commerces du quartier
- Offre de services dans le quartier/ Nombre de services publics et privés du quartier pour 1000 habitants, pondéré en fonction du type de service
- Offre d'équipements dans le quartier / Nombre d'équipements publics de proximité du quartier pour 1000 habitants, y. c. les équipements scolaires
- Nombre d'équipements mis en valeur par un aménagement sécurisé
- **5 - Développer de nouvelles typologies de logements, plus familiales, en transition entre les maisons individuelles et les grands collectifs**
 - Profiter de la démolition des bâtiments Picardie, Flandres, Bourgogne et Dauphiné et de la requalification d'espaces afin de reconstruire des logements qui correspondaient aux typologies de ces résidences, en lien avec les équipements (écoles...), afin d'accueillir plus de familles sur le quartier.
 - Retravailler l'architecture des bâtiments en limitant l'effet de rupture entre logements collectifs et habitat pavillonnaire en bordure de parc en proposant une offre variée.

Indicateurs retenus :

- Nombre et type de logements créés en accession sur le quartier
- Nombre de logements individuels neufs créés sur le quartier
- **6 - Réduire la coupure générée entre les deux parties de la ZAC des deux villes, notamment par le traitement du Bd Leclerc et de Gaulle, tout en maintenant son rôle de voie de transit.**
 - Réaliser une nouvelle centralité de quartier.

Indicateurs retenus :

- Etat d'avancement des travaux
- **7 - Rendre plus lisible et plus direct le rapport entre le boulevard Jean Moulin et les pieds d'immeubles... Diminuer et canaliser l'emprise de la voiture**
 - Renforcer la visibilité et clarifier le statut des pieds d'immeubles en mettant en valeur les entrées aux logements et aux commerces.
 - Privilégier le stationnement privatif côté façades arrière du boulevard.

Indicateurs retenus :

- Nombre de logements résidentialisés sur le boulevard Jean-Moulin.

- Nombre de places de stationnement privatives créées.

L'article 2.3 renommé « Orientations stratégiques du projet d'innovation et/ou d'agriculture urbaine » de la convention pluriannuelle est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.3- Modification de l'article 3 du titre II « Les facteurs clés de réussite et les objectifs d'excellence du projet »

L'article 3.1 « Les engagements spécifiques conditionnant la réussite du projet de renouvellement urbain » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Afin de contribuer aux orientations stratégiques du contrat de ville et de réduire durablement les écarts entre les quartiers concernés et leurs agglomérations, des facteurs clés de succès et des interventions nécessaires à la réussite du projet ont été identifiés. Elles sont réalisées sous la responsabilité des Parties prenantes de la convention désignées ci-après.

3.1.1. L'intervention de la Communauté d'agglomération sur ses domaines de compétence

Une politique de développement économique ambitieuse pour les QPV

La politique de développement économique de l'agglomération vise à renforcer le maillage territorial autour des petites entreprises artisanales et industrielles pourvoyeuses d'emploi et développant des savoir-faire locaux. Cette orientation vise à rééquilibrer le tissu économique de la CAHC face au poids de la filière logistique sur son territoire.

Depuis quelques années, l'agglomération mène une politique volontariste en faveur du commerce de proximité, en lien avec les communes, pour limiter la désertification des centres-villes et maintenir les commerces qui favorisent la vie de quartier. Ainsi, elle a voté un abattement fiscal sur la valeur locative utilisée pour le calcul de la taxe foncière, ainsi qu'une subvention au commerçant pour l'aider à reprendre, en location ou à l'achat, un local vacant, ou pour l'aider à investir dans son matériel de production, la rénovation de sa vitrine ou la numérisation de son activité (création d'un site de e-commerce, par exemple).

Plus récemment, la CAHC a fait le choix d'investir dans la création de plusieurs bâtiments économiques avec notamment la création d'un hôtel d'entreprises à Montigny-en-Gohelle, qui offre des ateliers autonomes et un espace commun aux chefs d'entreprise. La CAHC a choisi de créer l'hôtel d'entreprise à proximité immédiate d'un Quartier Politique de la Ville, pour favoriser le lien entre les habitants et le monde économique.

Pour accompagner les filières jugées stratégiques, les élus ont également mis en place des aides financières à destination des entreprises ayant des projets d'investissement. Le recrutement de salariés habitant en QPV ouvre droit à une bonification de l'aide.

Par ailleurs, l'agglomération a mis en place un appel à projet en faveur de la création ou du développement de l'économie sociale et solidaire, pour accompagner les projets créateurs d'emplois sur le territoire avec une attention particulière sur les quartiers. Ces mesures mises en place par l'agglomération seront mobilisées pour le projet de renouvellement urbain, tant pour appuyer le recrutement des publics habitant sur la ZAC des Deux-Villes, que pour maintenir le commerce de proximité, contribuer à la reprise des commerces vacants, et accompagner les projets d'ESS.

Dans ce domaine, les échanges auprès des habitants ont permis de démontrer des initiatives locales partagées, telles que des cuisines solidaires ou des jardins partagés. Plusieurs réseaux de l'ESS interviennent en France autour de ces projets pour créer du lien social et favoriser l'emploi et l'insertion autour de projets dans les quartiers.

Dans ce cadre, pour que le quartier de la ZAC des Deux Villes devienne plus attractif, la CAHC et les partenaires souhaitent que l'ensemble des pieds d'immeubles soient conservés pour être requalifiés et attirer de nouveaux commerçants ou services. Un travail est mené avec l'ensemble des partenaires du projet pour identifier et attirer de nouveaux commerces. [Par ailleurs, le projet de restructuration de la place Jean Moulin face à la piscine Jean-Jacques Malina à l'entrée du Boulevard Jean Moulin, côté Hénin-Beaumont, permettra de faire le lien entre la ZAC et le centre-ville en pleine redynamisation.](#)

Un autre axe de travail s'appuiera sur la recherche de petites activités artisanales ou tertiaires, en s'appuyant sur les rez-de-chaussée vacants de la ZAC des Deux-Villes. L'objectif est de répondre aux demandes des artisans sur le territoire de la CAHC, à la recherche de surfaces petites et moyennes, en ciblant des activités qualitatives, pour amener l'économie dans le quartier. La CAHC et les partenaires devront toutefois être attentifs à l'activité retenue afin d'éviter d'amener de la gêne aux habitants des quartiers.

Enfin, la CAHC soutient l'insertion par l'emploi avec le développement de clauses d'insertion dans les marchés publics et l'exigence de quotas d'heures réservés à l'insertion dans les opérations soutenues financièrement type ERBM ou ANRU (taux à 7% à moyen terme). Et s'appuyant sur une expérimentation en cours portée par le PLIE pour aller vers les publics « invisibles » (personnes fortement éloignées de l'emploi) à l'échelle de l'agglomération, le projet prévoit la création d'un « bus de l'emploi » pour aller au plus près des habitants, créer du lien pour leur amener le bon niveau d'information et un premier niveau d'accompagnement. L'objectif est de rapprocher les habitants à la recherche d'un emploi, vers les structures d'accompagnement souvent éloignées des quartiers. Le bus devra être un point de rencontre et d'échange et favoriser le lien et la compréhension des parcours d'emploi et/ou de formation. Cette action s'accompagnera d'une action de formation des agents de terrain (techniciens de ville, bailleurs, gardiens d'immeubles...) qui sont les plus proches des habitants et les plus à même de les orienter vers le bus de l'emploi et les structures d'aide à l'emploi.

Une politique en faveur de l'habitat et l'aménagement durable

Favoriser les modes de déplacements alternatifs à la voiture

La Proximité du quartier avec le nouveau réseau BHNS du Syndicat Mixte des Transports Artois Gohelle, et l'ensemble des aménagements projetés, permettent de développer la pratique de la mobilité active sur la ZAC (marche, course, vélo...). Ainsi, des cheminements piétons vont être développés sur le quartier. Ce nouveau maillage dense va également permettre de relier les habitants à l'ensemble des équipements scolaires existants (le Mail des écoles) mais aussi de pouvoir accéder au parc Dahomey, dont l'entrée aujourd'hui est mal identifiée et peu sécurisée.

Porter une attention sur la gestion des eaux pluviales

Au niveau des aménagements, l'Agglomération préconise également la mise en œuvre de techniques alternatives de gestion des eaux pluviales, tel que prévu par le guide des techniques alternatives édité par la CAHC.

Soutenir et encourager la requalification de l'habitat

En matière de rénovation énergétique de l'habitat, parallèlement à son investissement en faveur de l'amélioration de l'habitat privé dans le cadre de dispositifs Anah, la CAHC a développé une politique ambitieuse pour la requalification de quartiers d'habitat social.

Au global, dans ce cadre, ce sont 8.5 millions d'euros inscrits au PPI à horizon 2020 avec notamment 2.5 millions d'€ fléchés pour la rénovation des premières cités minières ERBM et 3,5 M d'€ alloués pour la rénovation des logements sociaux de la ZAC des Deux Villes, rénovations qui devront viser le niveau BBC Rénovation. La Communauté d'agglomération sera très attentive au niveau des rénovations énergétiques qu'elle financera sur la ZAC.

Enfin, sur la ZAC des Deux Villes, un important travail de marketing territorial a été effectué en amont avec les opérateurs du territoire. Ainsi, un pré-positionnement sur les terrains voués à la diversification a déjà été réalisé pour apporter de la diversification de logements sur le quartier.

Le développement de politiques en matière de prévention de la délinquance et promotion de la santé

Agir sur les phénomènes d'insécurité et de délinquance à la ZAC des Deux Villes

La Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin assure l'animation et le suivi du programme opérationnel du Conseil Intercommunal de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CISPD). A ce titre, elle encourage la mise en place d'actions visant au maintien de la tranquillité publique, en favorisant les échanges entre acteurs locaux. Il s'agit notamment d'agir sur les nuisances quotidiennes rencontrées par les habitants (dégradations du mobilier urbain, dépôts sauvages, incivilités, tapages) en lien avec la cellule de veille communale et les acteurs locaux (polices nationale et municipale, médiateurs sociaux, élus, bailleurs, conseils citoyens, associations, etc.).

La CAHC travaille ainsi en réseau afin de prévenir tout type de faits (violences intrafamiliales, délinquance des jeunes, etc.).

Depuis 2022, et en partenariat avec les communes, l'Etat et les bailleurs sociaux, la CAHC participe également au financement de l'équipe mobile de prévention spécialisée de l'association Rencontres et Loisirs, afin d'accompagner les jeunes en difficulté des quartiers prioritaires de certaines villes. Ainsi, les communes d'Hénin-Beaumont et Montigny en Gohelle bénéficient respectivement d'un éducateur spécialisée afin d'agir au sein de leurs quartiers prioritaires dont la ZAC des Deux Villes.

Promouvoir et améliorer la santé des habitants des quartiers

Afin de favoriser la prévention et l'accès aux soins des habitants de l'agglomération et suite à la mise en place d'un Atelier Santé Ville communautaire en 2016, la Communauté d'Agglomération Hénin-Carvin a élaboré et validé son Contrat Local de Santé (CLS) pour la période 2020-2023. Trois enjeux stratégiques ont été identifiés : promouvoir la santé des jeunes et des enfants, améliorer la santé des personnes les plus démunies et promouvoir un environnement favorable à la santé. L'implication de l'habitant en tant qu'acteur du système de santé constitue également un axe prioritaire afin d'améliorer l'hygiène de vie des citoyens (alimentation saine, pratique physique et sportive, etc.). Un programme d'actions a été élaboré et intégré au CLS, en lien avec les acteurs locaux. [Ce Contrat de santé est actuellement en cours de renouvellement. Un nouveau CLS sera signé fin d'année 2023.](#)

De plus, dans le cadre de son nouveau Contrat de Ville « Engagement Quartiers 2030 », la CAHC souhaite réaffirmer avec l'ensemble des signataires (dont l'ARS, la CPAM, etc) l'importance du volet « Améliorer la santé des habitants ». La programmation annuelle de la Politique de la Ville doit notamment permettre de développer des actions dans ce domaine.

Un appel à projet « Cohésion Sociale » lancé annuellement par la CAHC permet également de financer des actions de quartiers dans les thématiques retenues dans le Contrat de Ville. Un second appel à projet communautaire permet de soutenir et financer des projets associatifs de prévention santé tout au long de l'année.

A travers le programme Vivons en Forme - VIF, la CAHC permet également la formation de professionnels agissant auprès des enfants ou des jeunes du territoire (enseignants, animateurs, encadrants scolaires, etc.)

sur des thématiques variées : le bien-être de l'enfant, le sommeil, la restauration scolaire, les activités physiques, etc.

Enfin, la CAHC s'est récemment doté d'un **Projet Alimentaire Territorial (PAT)** où les enjeux de bien-manger sont identifiés pour les habitant.es les plus précaires de l'agglomération.

3.1.2. L'intervention de la Ville d'Hénin-Beaumont sur ses domaines de compétence

Sans objet

3.1.3. L'intervention de la Ville de Montigny-en-Gohelle sur ses domaines de compétence

La commune de Montigny-en-Gohelle a depuis longtemps concentré ses actions sur la politique de la ville.

Depuis plus de 30 ans la commune a développé de nombreuses actions sur la ZAC des Deux Villes. Suite au dernier Contrat de Ville, des actions ont été soutenues par la commune comme « Sens'tez vous bien ! » en 2014 « Oxygène ZAC et Plaine » en 2017 et « Envie de vie » en 2018. Cependant, la commune a aussi soutenu ou porté d'autres initiatives qui sont venues abonder le quartier. Ainsi, pendant plus de 10 ans, elle a cofinancé le PIC (Projet Intercommunal Cirque) porté par Culture Commune (scène nationale) grâce auquel des pratiques multiples et une large diffusion de spectacles (essentiellement en rue) ont été possibles. Cette année, la ville a porté et soutenu de nombreux projets tournés vers la santé, répondant ainsi fortement aux objectifs du contrat de ville. En 2018, le projet « Cuisine ton jardin » a permis de sensibiliser les habitants sur les bienfaits de la nutrition et de la culture locale.

Face à un taux de familles monoparentales en forte augmentation sur les cinq dernières années, la commune a développé une politique de soutien actif pour lutter contre le risque de pauvreté et de difficultés éducatives. Ainsi, on trouve sur la commune une offre destinée à la parentalité très développée à savoir : crèche, halte-garderie, offre périscolaire, de loisirs et d'équipements, actions de soutien à la parentalité ou de médiation sociale.

Au niveau de l'Éducation nationale, l'ensemble des écoles de la commune est inscrit en REP (Réseau d'éducation prioritaire). Des actions existent déjà comme « Les arts à l'école » et « Orchestre à l'école et au collège », réseau de lecteurs bénévoles. Plusieurs initiatives sportives sont au programme. Par ailleurs, un Programme de Réussite Educative est en cours de construction sur la commune.

Avec une offre sportive conséquente, la ville permet à 17 associations sportives d'exister. Elle organise également plusieurs activités pour tous les âges (atelier gymnastique d'entretien senior) mais également plusieurs éléments ponctuels (téléthon, course pédestre...).

La ZAC possède depuis plusieurs années une maison de quartier qui permet au service DSU d'effectuer plusieurs animations sur le quartier. Cet équipement permet de réaliser des activités avec la population du quartier, mais aussi de recevoir des permanences du médiateur de quartier, des ateliers du centre social et principalement l'animation du CAJ. Par le biais de ce dernier, la ville souhaiterait développer son action auprès des jeunes et familles du quartier.

La commune souhaite renforcer son offre socio-éducative en construisant une nouvelle antenne du centre social pour implanter le centre social sur le quartier, l'actuel DSU n'étant plus adapté à l'accueil des activités d'un centre social. Située en cœur de quartier, cet équipement aspire à être en lien avec le projet commun de centre de santé / maison de la parentalité qui sera situé au sein de la résidence Artois. La ville de Montigny souhaiterait créer des passerelles avec Filieris et l'EPDEF afin de créer une vraie synergie partenariale en cœur de ZAC.

La ville de Montigny-en-Gohelle a lancé une étude de préfiguration de centre social depuis juin 2018, en collaboration avec la Fédération Départementale des Centres sociaux. Cette démarche de concertation des partenaires, services municipaux, habitants, permettra de construire le projet social et d'animation mis en place sur le quartier. Un premier agrément a été reçu en 2020, il est actuellement en cours de renouvellement pour la période 2024-2027. L'objectif étant de permettre au projet d'évoluer en co-construction avec les habitants, pour accompagner au mieux les publics. Le développement d'une nouvelle antenne sur la ZAC des Deux Villes viendra en complémentarité de l'antenne actuelle de la Plaine du 7 et permettra d'impulser la dynamique du projet sur le quartier de la ZAC comme demandé et attendu par les habitants.

L'article 3.2 « Les objectifs d'excellence du projet de renouvellement urbain » est modifié et dorénavant rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.4- Modification de l'article 4 du titre II « La description du projet urbain »

L'article 4.1 « La synthèse du programme urbain (éléments clefs) » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Le programme urbain qui découle de l'étude urbaine réalisée dans le cadre du protocole de préfiguration permettra de répondre tout d'abord, aux intentions identifiées dans le Contrat de Ville de l'agglomération, puis aux objectifs stratégiques et urbains fixés en cohérences avec ceux de l'ANRU.

Les maîtres d'ouvrage du NPNRU de la ZAC des deux Villes s'engagent à réaliser dans le cadre du QPV (et de ses abords) et sur la durée de la convention les aménagements et les interventions suivantes :

Adapter la densité du quartier à son environnement et aux fonctions visées

Au regard du marché immobilier sur le quartier de la ZAC des deux Villes et du potentiel de diversification, le quartier n'a pas vocation à se densifier. L'objectif recherché est de mettre en avant une qualité résidentielle pour offrir aux anciens et nouveaux habitants un cadre de vie rénové, proche de toute aménité.

La démolition des 121 logements locatifs sociaux permet de recomposer une partie du quartier et de faire entrer le mail au cœur du quartier jusqu'aux bâtiments les plus au sud (Sycomores, Aulnes, Marronniers) et de créer une transition entre les collectifs existants qui seront réhabilités et les logements individuels actuels en retrait.

- Programme prévisionnel (financement ANRU):
 - Démolition 121 logements locatifs sociaux correspondant aux immeubles Picardie, Flandres, Dauphiné et Bourgogne (maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais-Habitat)

Favoriser la mixité fonctionnelle et consolider le potentiel de développement économique

La vocation résidentielle du quartier s'appuie sur le renforcement des structures commerciales existantes et le développement d'équipements à travers la création d'un véritable cœur de quartier concentré autour de la nouvelle centralité, visible de tous, véritable lieu de transit à la croisée des axes du quartier, permettant d'accroître le potentiel de développement et de fréquentation nécessaire au maintien des commerces et services au sein du quartier.

Les rez-de-chaussée des immeubles réhabilités seront valorisés et se verront restructurés en vue d'accueillir les activités et services nécessaires à l'animation et à la vie du quartier d'une part, mais aussi de répondre aux enjeux d'ordre sociaux identifiés sur le secteur (prévention de la santé, éducation, jeunesse, emploi, formation, etc.) d'autre part.

Une antenne du centre social adapté aux activités verra le jour le long du Boulevard Jean Moulin et au sein du futur mail Dahomey restructuré afin d'améliorer sa visibilité et son ouverture sur le quartier (précédemment en retrait).

De même, le projet prévoit de mettre en avant l'ensemble des équipements scolaires (aujourd'hui positionnés en retrait) via une voie de desserte et de désenclavement facilitant leur accessibilité et leur visibilité auprès des habitants et visiteurs.

Par ailleurs, la restructuration de la ZAC prévoit la possibilité de développer un pôle tertiaire en frange nord et dont le potentiel économique a pu être démontré dans le cadre d'une étude menée durant le protocole de préfiguration. Ainsi, la ZAC des deux villes devra tirer parti de sa situation pour développer une offre en immobilier d'entreprise nouvelle et innovante par rapport au marché existant.

- Programme prévisionnel (hors financement ANRU) :

Équipements :

- Création de la maison de la parentalité EPDEF situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Artois (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
- Création du centre de santé FILIERIS situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Artois (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
- Création de la maison du projet / point information Pas-de-Calais habitat situé en rez-de-chaussée de l'immeuble Ile-de-France.
- Construction d'une antenne du centre social en cœur de quartier (sous maîtrise d'ouvrage Ville de Montigny-en-Gohelle)

A noter que les opérations suivantes ont été annulées (issues de la convention NPNRU initiale) : de création d'un point information, et d'une maison du jeu et foyer des aînés, (en rez-de-chaussée de l'immeuble Frênes) sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat, ainsi que le projet de construction d'une halle de marché en entrée est du quartier sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Hénin-Beaumont.

Commerces /services :

- Requalification des rez-de-chaussée commerciaux des bâtiments Aquitaine, Ebènes, Franche-Comté, Platanes (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
- Réhabilitation commerces en rez-de-chaussée Aquitaine médecin

Activité :

- Projet de construction d'un bâtiment d'activité à plus long terme en vue d'y accueillir des entreprises de l'économie sociale et solidaire, ou en lien avec le numérique. La maîtrise d'ouvrage et le cofinancement sont encore à définir

Renforcer l'ouverture du quartier et la mobilité des habitants

Les boulevards du Général de Gaulle, puis du Maréchal Leclerc seront restructurés au sein du quartier pour lui donner un caractère beaucoup plus urbain et moins routier. Les liaisons seront développées et valorisées vers le centre-ville d'Hénin-Beaumont à l'est, vers Montigny-en-Gohelle à l'ouest et vers le BHNS au sud (bulle 1 entre les communes de Liévin et de Noyelles-Godault en passant par les communes de Lens, Sallaumines, Noyelles-sous-Lens, Fouquières-lès-Lens, Billy-Montigny et Hénin-Beaumont). Véritable axe de développement structurant du territoire, ce moyen de transport performant permet de connecter les quartiers de la politique de la ville à l'instar de la ZAC des deux Villes, les zones d'emplois (zones industrielles, centres villes) ou encore les sites culturels ou touristiques.

La ZAC des deux villes est pleinement impactée par la mise en place de ce service puisqu'elle est située à moins de 10 minutes à pied, depuis la place centrale, de deux arrêts transports, à savoir :

- Birembaut : sur l'avenue Gabriel Péri – via l'avenue du Général de Gaulle
- Mairie : rue de l'Humanité – via l'avenue Gabriel Péri

Les pistes cyclables et les trottoirs piétons seront améliorés dans un souci de confort et de sécurité le long des boulevards pour mailler l'ensemble. Le réseau de piste cyclable sera étendu au-delà des axes

principaux. Quand les voies sont trop étroites pour la mise en place de bandes/pistes cyclables, des zones 30 pourront faciliter le passage des cyclistes. Pour encourager les habitants à utiliser leurs vélos, des arceaux et locaux vélos pourront être disposés dans le quartier. Ainsi, les modes de déplacement doux pourront davantage être pratiqués au sein de la ZAC.

Par ailleurs, la place de la voiture sera optimisée, les stationnements seront réorganisés afin de clarifier la domanialité des espaces extérieurs (espaces privatifs et espaces publics). Il est prévu la démolition de la quasi-totalité des garages avec création de stationnements privatifs aériens en compensation. Cette compensation, au titre du « 1 pour 1 » sera étudiée dans le cadre de stationnements évolutifs, tout en maintenant et respectant la qualité urbaine et paysagère du projet (transformation en espace paysager si l'usage de la voiture venait à diminuer sur le moyen/long terme).

- Programme prévisionnel (financement ANRU) :
 - Reconfiguration du carrefour en véritable centralité de quartier (sous maîtrise d'ouvrage unique portée par la CAHC pour le compte des communes).
 - Création du mail Dahomey (sous maîtrise d'ouvrage unique portée par CAHC pour le compte des communes)
 - Clarification des domanialités, traitement des limites privatives, réorganisation du stationnement résidentiel avec démolition de 183 garages dans le cadre des résidentialisations des bailleurs Pas-de-Calais Habitat (372 LLS) et SIA (69 LLS)
- Programme prévisionnel (hors financement ANRU) :
 - Requalification de l'entrée est du quartier à moyen / long terme (reconfiguration de la place Jean Moulin sous maîtrise d'ouvrage Ville d'Hénin-Beaumont).
 - Reconfiguration à moyen / long terme du Boulevard Jean Moulin avec notamment la création de pistes cyclables (sous maîtrise d'ouvrage unique portée par CAHC pour le compte des communes)
 - Création du mail dit des « Ecoles » (sous maîtrise d'ouvrage unique portée par CAHC pour le compte des communes)

Viser l'efficacité énergétique et contribuer à la transition écologique des quartiers

Le projet de renouvellement urbain s'inscrit dans une démarche de transition écologique globale à l'échelle de l'agglomération. La CAHC, en plus des objectifs de mobilité durable, souhaite réduire et maîtriser les consommations énergétiques. Elle encourage les opérations d'urbanisme utilisant les formes urbaines et architecturales ainsi que les techniques à Haute Performance Énergétique qui permettent l'autonomie des habitations vis-à-vis des énergies de chauffage émettrices (fuel, gaz, charbon, bois).

En ce qui concerne la ZAC des deux Villes, la rénovation thermique du parc existant constitue un enjeu fort. En effet, la plupart des logements ont été construits courant des années 1970, c'est-à-dire avant la première réglementation thermique au niveau national.

L'état énergétique des logements de Pas-de-Calais habitat est relativement homogène puisque ce parc a été rénové dans la fin des années 1990 mais devant être réhabilité thermiquement afin d'améliorer le confort des occupants. Les logements du bailleur sont actuellement en classe D et E. La restructuration des équipements et des bâtiments vise à intégrer l'amélioration de la qualité de vie et des performances énergétiques par une meilleure maîtrise des flux (énergie, déchet, déplacement).

Sur le NPNRU de la ZAC des deux Villes, le niveau de performance BBC rénovation est visé pour toutes les réhabilitations. Lorsque la situation s'y prête et après un diagnostic poussé, des objectifs énergétiques plus ambitieux pour les bâtiments pourront être mis en œuvre à l'instar de la réhabilitation de l'ensemble Alsace Bretagne Artois situé au cœur de la ZAC (financements FEDER ITI sollicités pour cette opération).

Au-delà des réhabilitations, les constructions neuves intégreront les objectifs de qualité énergétique.

- Programme prévisionnel financement ANRU :
 - Requalification de 94 LLS situés sur les immeubles Alsace, Artois et Bretagne en cœur de quartier (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
 - Résidentialisation de 372 LLS (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
 - Résidentialisation de 69 LLS (sous maîtrise d'ouvrage SIA Habitat)

- Programme prévisionnel (hors financement ANRU) :
 - Requalification de 667 LLS (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)
 - Requalification de 69 LLS (sous maîtrise d'ouvrage SIA Habitat)
 - Résidentialisation de 389 LLS avec démolition de 80 garages (sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat)

Augmenter la diversité de l'Habitat afin d'attirer de nouvelles populations

Le quartier de la ZAC des deux Villes accueille aujourd'hui principalement des ménages de faibles tailles (nombreux ménages sans enfants, personnes vivant seules qu'il s'agisse des jeunes ou des seniors). La stratégie globale envisagée par la CAHC et les communes est d'attirer de nouveaux ménages (familles avec enfants notamment) permettant de diversifier la population et de valoriser les équipements socio-éducatifs présents sur le quartier.

Ainsi, le quartier de la ZAC des deux Villes a vocation à devenir à terme un quartier résidentiel, intégré dans le tissu pavillonnaire environnant. Il est prévu de construire environ 61 logements aux typologies variées allant du logement dense de type intermédiaire / individuel groupé en frange Nord du quartier, à proximité du parc Dahomey (environ 36 logts intermédiaires projetés + 12 logts individuels en contreparties foncières Action Logement), aux logements ciblés personnes âgées (8 logements prévus) sur le boulevard Jean Moulin et la reconstruction de quelques habitations en cœur de quartier (5 logements individuels en accession sociale). Ces différentes typologies sur site, qui pourront être ajustés au regard des potentiels marchés et études de maîtrise d'œuvre, offrent une diversité de logements à même de répondre aux enjeux de la ZAC, à savoir, atténuer l'effet de rupture entre les actuels logements collectifs et les logements individuels existants et de répondre à la demande de petits logements pour personnes âgées et de logements familiaux.

Toutefois, et en dépit de la volonté de parvenir à une meilleure diversification de l'offre de logements, force est de constater que le marché local de l'immobilier risque d'entraver cet objectif.

L'étude de diversification et de potentiel immobilier fait état d'une offre relativement concurrentielle sur les territoires communaux ou en frange du quartier. Au regard de ce faible potentiel de diversification, il est proposé d'intervenir sur une différenciation morphologique et typologique (logements intermédiaires / individuels denses) dans un premier temps, répondant aux besoins de la population locale (vieillesse de la population, croissance des familles monoparentales, etc.).

- Programme prévisionnel (hors financement ANRU) :
 - Court terme / Moyen Terme :
 - Construction de 5 logements individuels en cœur de quartier, au sud de Picardie (maîtrise d'ouvrage promoteur/opérateur en accession sociale)
 - Moyen terme / Long terme :
 - Construction 36 nouveaux logements denses de types intermédiaires (maîtrise d'ouvrage promoteur/opérateur en accession sociale)
 - Construction 8 nouveaux logements
 - Construction 12 nouveaux logements individuels (maîtrise d'ouvrage promoteur/opérateur en accession sociale)
 - En dehors du temps du projet :
 - Construction de 5 logements intermédiaires en cœur de quartier sur l'emplacement de Picardie (maîtrise d'ouvrage promoteur/opérateur en accession sociale) en dehors du projet. À court terme, ce terrain sera une réserve foncière et une gestion temporaire sera proposée par Pas-de-Calais Habitat en lien avec les partenaires.

Ce programme est prévisionnel et pourra faire l'objet d'ajustements au regard du potentiel marché et des études de maîtrise d'œuvre.

L'article 4.2 « La description de la composition urbaine » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Un plan guide du projet sur chaque quartier concerné par la présente convention est présenté en annexe A8.

Le programme urbain se traduit de manière opérationnelle par différentes interventions, à la fois sur le domaine public (aménagement de voies, reconfiguration de places) sur les équipements publics et les immeubles d'habitation. Ces opérations seront phasées sur l'ensemble de la période de convention, afin de mettre en place une dynamique de changement continue et cohérente compatible avec le fonctionnement quotidien du quartier.

Les axes forts de la composition urbaine (flux, centralité, répartition entre les espaces publics et privés...) et la façon dont celle-ci répond aux enjeux de fonctionnement social, résidentiel, de gestion et de sûreté sont les suivants :

Tisser des liens entre les deux communes et améliorer le cadre de vie :

Le projet urbain envisagé vise à retisser du lien entre les deux entités communales en retravaillant :

- Le mail Dahomey : Connexion de Montigny-en-Gohelle à Hénin-Beaumont par un grand mail urbain paysager
 - o Le projet d'antenne du centre social de Montigny-en-Gohelle et de celui du centre de santé et de la maison de la parentalité s'accrochant sur le mail Dahomey.
- Le mail des écoles : Installation d'une trame urbaine desservant les équipements en arrière-plan
- Les stationnements existants sont maintenus en quantité identique et les garages sont supprimés (en totalité ou en partie, à étudier au cas par cas en phase d'études de maîtrise d'œuvre et en cohérence avec le projet urbain), une boucle de desserte des stationnements en arrière des immeubles permet de limiter le trafic sur le boulevard Jean Moulin.
- La visibilité des commerces existant est améliorée par des aménagements entre le boulevard et les pieds d'immeubles. Les autres vacances qui ne s'inscriront pas dans les polarités commerciales seront rendues aux logements

Le parc qui se diffuse :

Le projet propose de faire un quartier-parc par l'installation d'une trame végétale prégnante depuis le parc du Dahomey vers les deux mails et par le développement d'usages sportifs et de loisirs sur l'espace public. Ainsi, ce parc, s'inscrivant dans l'histoire et la géographie des lieux (ancien terail) devient l'ossature du quartier. Un travail sur le nivellement de l'ancien terail permet d'ouvrir et d'insérer le parc au sein de la ZAC.

[La construction de nouveaux logements \(hors zone NL\) sur les franges nord du quartier de la ZAC des Deux Villes, et à proximité de l'ancien terail Dahomey, participe à sa diffusion et à son animation.](#)

La place :

Aujourd'hui cet espace ne joue pas son rôle de rassemblement et d'emblème du quartier. En réaménageant les circulations automobiles afin de dégager un terre-plein et en dégageant des espaces de qualité aux pieds des immeubles permettant à des nouveaux commerces/services de s'installer, le projet propose aux habitants de réinvestir cet espace par l'implantation d'équipements publics de proximité répondant aux besoins du quartier mais aussi au niveau communautaire avec l'installation du centre de santé et de la maison de la parentalité.

L'article 4.3 « La description de la reconstitution de l'offre en logements locatifs sociaux » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.5- Modification de l'article 5 du titre II « La stratégie de diversification résidentielle et les apports du groupe Action Logement en faveur de la mixité »

L'article 5.1 « La mise en œuvre de la stratégie de diversification résidentielle » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 5.2 « La mobilisation des contreparties pour le Groupe Action Logement : des apports en faveur de la mixité » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les contreparties pour le groupe Action Logement visent à favoriser la mixité et la diversité de l'habitat en amenant une population nouvelle de salariés et ainsi réduire les inégalités dans les quartiers prioritaires politique de la ville visée par le NPNRU.

Les contreparties mises à disposition du groupe Action Logement au titre de la présente convention pluriannuelle de renouvellement urbain correspondent à :

- 1130 m² de droits à construire (surface de plancher développée) prenant la forme de terrains cédés à l'euro symbolique et transférés en pleine propriété à Flandres Opale Habitat, filiale du groupe Action Logement à laquelle, par la présente, Foncière Logement transfère ses droits. Sur ces fonciers aménagés, tout type et gamme de produits pourront être développés à l'exception de logements locatifs sociaux. Au minimum 30% de logements locatifs libres devront être réalisés, sauf décision contraire de Foncière Logement.
- 60 (nombre total) droits de réservation en flux de logements locatifs sociaux, correspondant à 64% du nombre de logements locatifs sociaux dont la construction et la requalification sont financées par l'Agence, ou le cas échéant par d'autres financeurs (notamment FEDER et LBU), dans le cadre de la présente convention pluriannuelle (et du protocole de préfiguration).

Le nombre global de droits de réservation en droits uniques est calculé sur les bases suivantes :

Calcul du nombre de droits de réservation en droits uniques selon la catégorie d'opération				
Zones géographiques/Type d'opérations	% sur nombre total de logements construits hors QPV	% sur nombre total de logements construits en QPV	% sur nombre total de logements requalifiés < à 45 000 €	% sur nombre total de logements requalifiés > à 45 000 €
4 - Autres Grands pôles	40,0% soit 0 droits	56,0% soit 0 droits	56,0% soit 0 droits	64,0% soit 60 droits

Parmi ce volume global de réservation en droits uniques, pour les premières mises en location des opérations de reconstitution et de requalification en milieu vacant, Action Logement Services bénéficiera d'un droit de réservation à hauteur de :

- 12.5% du nombre total de logements reconstitués hors QPV, soit 0 droits ;
- 17,5% du nombre total de logements reconstitués en QPV et requalifiés dont le coût est inférieur à 45.000 € par logement, soit 0 droits ;
- 20% du nombre total de logements requalifiés dont le coût est supérieur à 45.000 k€ par logement soit 0 droits.

Ces pourcentages s'appliquent pour les logements mis en location au titre de l'ensemble des opérations d'un bailleur social dans le cadre d'une même convention pluriannuelle.

En amont de la mise à disposition des logements locatifs sociaux visés, ces droits de réservation accordés à Action Logement Services sont formalisés dans une convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés.

Ces droits de réservation sont définis en tenant compte des orientations de la conférence intercommunale du logement prévue à l'article L 441-1-5 du CCH, qui prend notamment en compte les besoins des ménages salariés.

Ces droits de réservation devront être mis à disposition d'Action Logement Services dans un délai maximum de 30 ans à compter de la date de signature de la convention de financement et de réservation entre Action Logement Services et les organismes de logement social concernés. Ils sont convertis en flux annuel dans les conventions de réservation, prévues par le décret n°2020-145 du 20 février 2020.

Ces droits de réservation doivent être cohérents avec la stratégie de relogement et d'attribution mentionnée à l'article 6 de la présente convention.

Ces contreparties et leurs modalités de mise en œuvre sont détaillées respectivement en annexe B1 et B2 à la présente convention pluriannuelle.

Les modalités techniques de suivi et de pilotage des contreparties en faveur du Groupe Action Logement prévues par la convention tripartite entre l'Etat, l'ANRU, et Action Logement du 11 juillet 2018, avenantée le 10 juillet 2021, pourront être précisées dans une instruction commune Action Logement – ANRU.

Par ailleurs, le Comité d'Engagement Mandat du 9 octobre 2019 de l'ANRU a validé l'implantation des contreparties foncières d'Action Logement dans la bande des 300m en dehors des limites du QPV de la ZAC des 2 villes.

Article 3.6 – Modification de l'article 6 du titre II « La stratégie de relogement et d'attributions »

Sans objet

Article 3.7 – Modification de l'article 7 du titre II « La gouvernance et la conduite du projet »

L'article 7.1 « La gouvernance » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Le partage des responsabilités entre l'EPCI et les communes concernées est organisé de la façon suivante :

Pilotage stratégique transversal assuré par la CAHC en lien avec les communes d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle

En tant que pilote, la CAHC, représentée par son Président ou son vice-Président délégué, est le garant de la stratégie générale du projet de rénovation urbaine de la ZAC des deux Villes.

Le pilotage du projet de renouvellement urbain de la CAHC est assuré par un Comité de Pilotage unique afin d'assurer la cohérence globale entre l'urbain, le social et l'économique, présidé par le Président de la CAHC ou son Vice-Président délégué. Il se réunit à minima une fois par an, en associant l'ensemble des maîtres d'ouvrage ainsi que l'ensemble des partenaires : le Délégué territorial de l'ANRU, les Communes d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle, les bailleurs, Pas-de-Calais Habitat et SIA, le Conseil Régional des Hauts-de-France, la Direction Régionale de la Caisse des Dépôts, Action Logement, le Conseil Citoyen de la ZAC des 2 Villes... [Le cas échéant, les associations d'habitants pourront être des membres mobilisés selon les besoins lors des instances partenariales](#)

Ce comité de pilotage a pour but d'assurer un suivi de la mise en œuvre de la présente convention.

Pilotage technique transversal assuré par la CAHC, avec l'appui d'une AMO OPCU, en lien avec les communes d'Hénin-Beaumont et de Montigny-en-Gohelle

Des comités techniques (rythme mensuel prévisionnel, à adapter en fonction de l'actualité du projet), seront organisés par l'équipe projet de la CAHC, pour assurer le suivi des interfaces avec les équipes techniques des deux communes et des bailleurs sociaux.

Pilotage technique à l'échelle des opérations assuré par chaque maître d'ouvrage

Les communes et les bailleurs sociaux assurent le pilotage des opérations dont ils sont maîtres d'ouvrage.

Un reporting de l'avancement de ces opérations et une coordination de leurs interfaces seront assurées dans le cadre des comités techniques.

Il est à noter que compte tenu de sa localisation à cheval sur les deux communes et de son caractère stratégique pour le renouveau du quartier, l'opération d'aménagement d'ensemble financée par l'ANRU (ainsi que le mail des écoles et les boulevards hors ANRU) sera menée sous maîtrise d'ouvrage unique, portée par la CAHC, pour le compte des communes (la convention de maîtrise d'ouvrage unique encadrera les volets opérationnels et financiers entre la CAHC et chacune des communes).

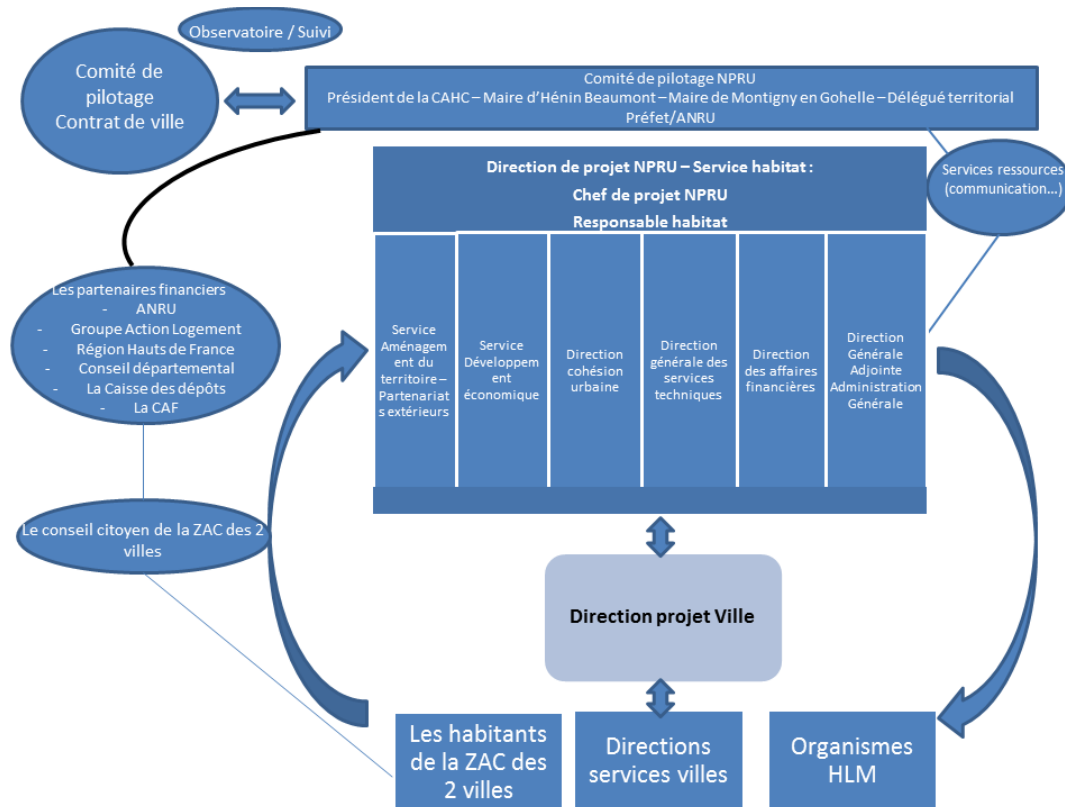
Le rôle du conseil citoyen

La nature même du projet et les objectifs poursuivis impliquent aussi une très forte participation de la part des habitants : le Conseil Citoyen sera informé et consulté sur chacun des éléments du projet sur lesquels le Comité de Pilotage sera appelé à prendre des décisions. Il sera membre participatif du Comité de Pilotage et Comité Technique. Le cas échéant, les associations d'habitants pourront être des membres mobilisés selon les besoins lors des instances partenariales.

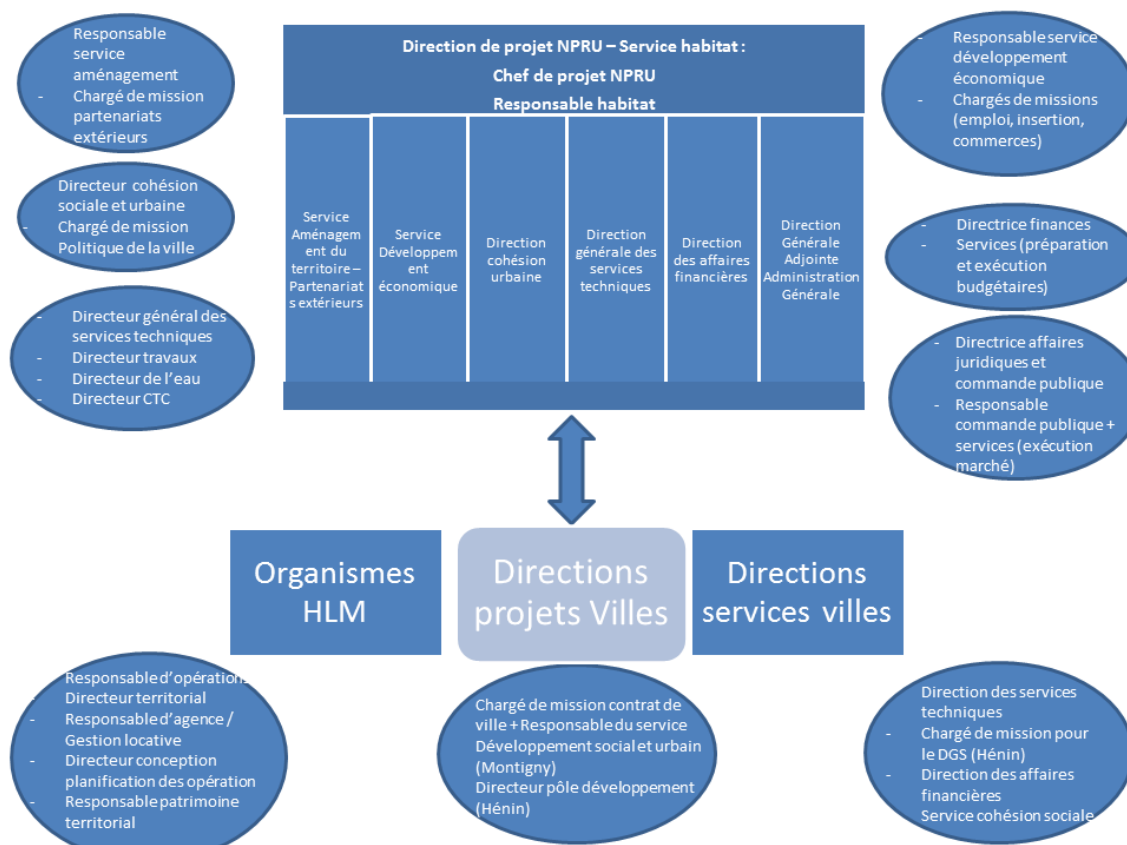
L'article 7.2 « La conduite de projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Pour assurer la coordination des maîtres d'ouvrage et le bon déroulement et enchaînement des différentes opérations ainsi que l'ordonnancement général du projet de la ZAC des deux Villes, la CAHC (Service Habitat avec l'appui d'une mission OPCU), par le biais de son chef de projet renouvellement urbain, conduit le pilotage opérationnel du projet, en lien étroit avec les directions projets Villes. Elle mobilise pour cela l'ensemble des directions et services concernés.

Organigramme de la conduite de projet



Organigramme de l'équipe projet



Le projet de la ZAC des deux villes s'appuie sur les compétences suivantes :

- La Service Habitat est en charge du pilotage du projet urbain, en appuie avec l'ensemble des services citées précédemment. Les directions opérationnelles et services supports seront fortement mobilisés sur les opérations en maîtrise d'ouvrage déléguée.
- En plus d'être associé sur la Maîtrise d'Ouvrage Unique (convention qui sera signée entre la CAHC et les communes en 2020), les services municipaux assureront la maîtrise d'ouvrage sur leurs opérations :
 - Hénin-Beaumont
 - Aménagement de la place Jean Moulin
 - A noter que le projet de construction d'une halle de marché en entrée est du quartier est annulé (issue de la convention NPNRU initiale)*
 - Montigny-en-Gohelle
 - Création d'une antenne du centre social
- La Maison du Projet (CAHC, Villes, bailleurs) poursuivra sa mission de lieu d'information et de ressource à disposition des habitants et des partenaires
- La Mission GUP en charge de la coordination des opérations d'entretien des espaces publics
- Le bailleur Pas-de-Calais Habitat assurera la maîtrise d'ouvrage :
 - du relogement des habitants du bâtiment Flandres, Bourgogne et Dauphiné
 - des opérations de démolitions des 3 bâtiments Flandres, Bourgogne et Dauphiné
 - De la requalification et de la résidentialisation de son patrimoine sur l'ensemble de la ZAC
 - La requalification des pieds d'immeubles
 - La création d'un centre de santé / maison de la parentalité

- *A noter que les opérations suivantes ont été annulées (issues de la convention NPNRU initiale) : de création d'un point information, et d'une maison du jeu et foyer des aînés, (en rez-de-chaussée de l'immeuble Frênes) sous maîtrise d'ouvrage Pas-de-Calais Habitat.*
- Le bailleur SIA habitat assurera la maîtrise d'ouvrage :
 - De la requalification et de la résidentialisation de son patrimoine sur le site

Ces différents acteurs dont les compétences sont complémentaires, intégreront une équipe projet qui sera réunie mensuellement par le service Habitat afin d'échanger sur les différents niveaux d'avancement du projet et décider des ajustements nécessaires à leur bonne articulation quotidienne. Cette fréquence prévisionnelle pourra évoluer en fonction de la temporalité du projet urbain. .

Compte tenu de la complexité opérationnelle et financière, la CAHC s'appuiera sur une mission d'AMO OPCU externalisée, afin d'assurer un suivi de la mise en œuvre de la convention et de ses opérations connexes, dans une logique partenariale et sur la base d'outils partagés.

Compte tenu de la situation, la question de la sécurité tiendra une place particulière dans le processus. Les Polices Nationale et Municipale pourront être mobilisées sur certains éléments de projets (déjà présentes au sein des « Cellules de Veille ») : elles auront de surcroît une attention toute particulière sur l'évolution du quartier et pourront être mobilisées par les partenaires en cas de difficultés. La vigilance sera particulièrement accrue pendant les opérations de relogement dans le cadre des démolitions des résidences Flandres, Dauphiné et Bourgogne.

L'article 7.3 « La participation des habitants et la mise en place des maisons du projet » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 7.4 « L'organisation des maîtres d'ouvrage » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Pour la mise en œuvre du projet de renouvellement urbain et pour tenir compte de la volonté de le réaliser rapidement, les maîtres d'ouvrage ont décidé chacun en ce qui les concerne d'organiser leurs équipes de la façon suivante :

CAHC :

- Une direction de projet Habitat avec l'appui de l'AMO OPCU dont les missions sont les suivantes :
 - Pilotage opérationnel du projet : programmation des financements, suivi des engagements contractuels et plannings, coordination des différentes maîtrises d'ouvrage, actualisation des conventions et mise en place des avenants, évaluation et communication ;
 - Développement opérationnel du projet : déclinaison opérationnelle du projet (plan d'action, planification), mise en place des procédures, suivi et anticipation, coordination des maîtres d'ouvrage.
- Une organisation en mode projet pour chacune des opérations inscrites au NPNRU, qui réunit :
 - Un référent désigné au sein des services concernés (économie...) ;
 - Dans le cadre de la Maîtrise d'ouvrage unique, la Direction travaux, les services financiers et commande publique seront mobilisés pour la mise en œuvre opérationnelle des espaces publics (Place centrale, Boulevard Jean Moulin, Mail Dahomey et Mail des Ecoles) pour le compte des communes.

Ville d'Hénin Beaumont :

- Une organisation en mode projet pour chacune des opérations inscrites au NPNRU, qui réunit :

- L'Adjoint délégué à l'Urbanisme aux Travaux et au cadre de vie et l'Adjoint délégué à la vie culturelle et associative, pilotent ce dossier et travaillent transversalement avec l'ensemble des autres adjoints (affaires sociales, développement économique, sport, sécurité, affaires scolaires...) et institutions concernées (CAHC, État, Région, Département, CAF, bailleurs...), dans le cadre de démarches participatives conduites avec les associations et habitants (diagnostics en marchant, enquête, réunions publiques...) ;
- Le référent identifié pour assurer le pilotage en interne et avec les partenaires du projet (CAHC, CAF, Région...) est le Chargé des Grands Projets, en lien avec la Direction Générale des Services.

Il travaillera en coordination avec les services communaux concernés par les différentes phases de construction de l'équipement (service entreprendre, urbanisme, cohésion sociale, affaires sociales, jeunesse, sécurité, affaires scolaires, espaces verts, bâtiments, voiries réseaux divers, cadre de vie...) et institutions concernées (CAHC, État, Région, Département, CAF, bailleurs...). et ainsi, assurera l'information et la coordination de l'ensemble des services municipaux concernés par le NPNRU. Il mettra également en œuvre les instances de coordination et de validation politique nécessaires au suivi de l'opération (comités technique, comités de pilotage) Enfin, il assurera le lien entre le NPNRU et le projet d'animation du quartier de la ZAC, en concertant régulièrement les habitants sur l'avancement du projet, conformément aux orientations du Contrat de Ville. ».

Ville de Montigny-en-Gohelle :

- Une organisation en mode projet pour chacune des opérations inscrites au NPNRU, qui réunit :
 - Les adjoints en charge de l'aménagement du territoire, des travaux et du logement travaillent en transversalité avec l'ensemble des autres adjoints en fonction des thématiques abordées (affaires sociales, jeunesse, sports, affaires scolaires...)
 - Le référent identifié pour assurer le pilotage en interne et avec les partenaires du projet (CAHC, CAF, Région...) est le Chargé de mission Contrat de Ville Renovation Urbaine en lien avec la Direction Générale des Services.
 - Il travaillera en coordination avec les services concernés par les différentes phases de construction de l'équipement (Direction des Services Techniques, Direction des Affaires Financières...) et ainsi, assurera l'information et la coordination de l'ensemble des services municipaux concernés par le NPNRU. Il mettra également en œuvre les instances de coordination et de validation politique nécessaires au suivi de l'opération (comités technique, comités de pilotage).
 - Enfin, il assurera le lien—et la coordination avec les services du centre social et de l'éducation.

Pas-de-Calais Habitat :

- Les chargés d'opérations sous la responsabilité de la Responsable de la Production Patrimoine sont en charge du pilotage opérationnel des opérations de démolition, réhabilitation et construction inscrites au NPNRU. Ils s'assurent en interne de l'inscription budgétaire de la présente convention dans le cadre du budget de l'institution. Ils sont les référents auprès du chef de projet NPNRU de l'Agglomération sur la question de l'avancement opérationnel et financier de leurs opérations. Ils mobilisent leurs maîtres d'œuvre pour la présentation des opérations en comité de pilotage ;
- Le Directeur Territorial est le référent auprès des référents NPNRU de la Ville et de l'Agglomération, sur les thématiques du projet social, dont le relogement des ménages, la concertation et la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité ;

- Le Chargé de mission insertion est le référent auprès des référents NPNRU de la Ville et de l'Agglomération, sur la thématique de l'insertion économique.

PDCH mobilisera des moyens renforcés sur les champs suivants :

- gestion technique,
- proximité, prévention, médiation,
- sécurité,
- relogement,
- phase opérationnelle, conduite des opérations de démolition.

SIA Habitat :

SIA mobilisera des moyens renforcés sur les champs suivants :

– gestion technique :

- Le Directeur réhabilitation et renouvellement urbain est le référent auprès des référents NPNRU de la Ville et de l'Agglomération en comité de pilotage,
- Le Responsable réhabilitation et renouvellement urbain est en charge des études et du montage financier et du suivi des opérations de démolition et de réhabilitation inscrites au NPNRU,
- Le Responsable Patrimoine territorial est le référent auprès du comité technique de l'Agglomération sur la question de l'avancement opérationnel et financier des opérations.

– proximité, prévention, médiation :

- Le Directeur Territorial est le référent auprès des référents NPNRU de la Ville et de l'Agglomération en comité de Pilotage, sur les thématiques du projet social, dont :
 - le relogement des ménages avec l'appui de son Responsable clientèle territoriale,
 - la concertation et la Gestion Urbaine et Sociale de Proximité avec l'appui de son Responsable Développement social et médiation.

L'article 7.5 « **Le dispositif local d'évaluation** » est modifié est désormais rédigé comme suit :

Sans objet

Article 3.8 – Modification de l'article 8 du titre II « L'accompagnement du changement »

L'article 8.1 « **Le projet de gestion** » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Conformément au règlement général de l'ANRU relatif au NPNRU et aux orientations du contrat de ville, le porteur de projet en lien avec les acteurs concernés s'engage à mettre en place un projet de gestion partenarial, pluriannuel et territorialisé, articulé au contenu et au phasage du projet de renouvellement urbain et coconstruit avec les habitants et usagers du quartier concerné. L'objectif est d'améliorer la gestion urbaine du quartier concerné par le projet de renouvellement urbain dans l'attente de sa mise en œuvre, d'intégrer les enjeux de gestion, d'usage et de sûreté dans la conception des opérations d'aménagement et immobilières, d'accompagner le déploiement des chantiers et d'anticiper les impacts du projet urbain sur les usages, les responsabilités, les modalités et les coûts de gestion des gestionnaires. Ainsi, le projet de gestion interroge la soutenabilité financière des modes de gestion et l'adaptation des organisations des gestionnaires compte tenu des transformations urbaines et des opérations portées par le projet de renouvellement urbain, et vise à en favoriser l'appropriation et la pérennisation.

Dans le cadre du projet de renouvellement urbain de la ZAC des deux villes, s'inscrit le développement de la charte Gestion Urbain de Proximité (GUP)

Ses objectifs sont :

- Contribuer à améliorer le cadre et la qualité de vie des habitants
- Participer à l'équité de traitement entre les territoires de la ville
- Améliorer l'image et l'attractivité des quartiers prioritaires.

À moyen terme, la Charte GUP permet d'accompagner et de faciliter la mise en œuvre des opérations de renouvellement Urbain (en phase travaux) et à long terme, de pérenniser les investissements réalisés

La charte GUP vise à organiser dans les meilleures conditions le partenariat autour de la gestion urbaine de proximité et à permettre aux acteurs de s'engager dans la durée sur des enjeux partagés et des modalités de coopération pérennes pour le pilotage, l'animation, l'exécution et le suivi de la démarche.

Le Périmètre de mise en œuvre de la GUP va se mettre en place à une échelle intercommunale. Le dispositif s'applique à minima pour le quartier NPNRU de la ZAC des deux villes et a vocation à s'étendre sur des territoires plus larges que les périmètres inscrits en NPNRU, à minima à l'ensemble des quartiers prioritaires de l'agglomération.

Sur le volet social, les communes de Montigny-en-Gohelle et d'Hénin-Beaumont ont engagé de nombreuses actions par le biais du Contrat de Ville. La commune d'Hénin-Beaumont propose notamment des actions autour de la pratique sportive en lien avec la santé et la parentalité.

La ville de Montigny-en-Gohelle développe également des actions de découverte des activités sportives. De plus, elle met en place des activités culturelles, notamment autour des pratiques musicales.

À noter que les deux communes se sont engagées dans la mise en place d'un Programme de Réussite Éducative (PRE) concernant leurs quartiers prioritaires. Les deux coordinatrices du PRE (une pour chaque commune) travaillent à l'accompagnement individuel d'enfants de la ZAC, en lien avec les structures du quartier et l'Éducation Nationale.

Sur les questions de santé, un adulte-relai médiateur santé (ARMS) – rattaché à la Sauvegarde du Nord - est identifié pour le quartier de la ZAC des Deux Villes depuis juillet 2020. Il a pour mission d'accompagner les habitants du quartier vers le soin, vers les structures sanitaires locales et les professionnels de santé, en lien avec le Centre de Santé / Maison de la Parentalité.

A noter que la CAHC travaille également à l'approfondissement de son diagnostic santé dans les QPV, qui concernera les habitants de la ZAC, dans l'objectif d'établir une programmation santé dans les quartiers en 2021 à travers la mise en place d'un Atelier Santé Ville et le renouvellement du Contrat Local de Santé en 2023 porté par 3 orientations :

- Promouvoir la santé des enfants et des jeunes,
- Améliorer l'accès à la prévention et aux soins des personnes les plus démunies,
- Promouvoir un environnement favorable à la santé.

Fortes de leur engagement au sein de la Politique de la Ville, les deux communes proposent à leurs habitants une offre d'activités complètes par le biais de leur maison de quartier qui sont situés à très forte proximité de la ZAC des Deux Villes. Sur Montigny-en-Gohelle, un médiateur social fait le lien entre les demandes des habitants des QPV et les services de la municipalité. La ville d'Hénin-Beaumont, par le biais du service Cadre de Vie, met en œuvre un nombre important d'actions pour créer du lien entre les habitants et rester à l'écoute de la population.

En lien, les deux communes ont réalisé un travail de préfiguration de centre social avec la CAF. Le centre social de Montigny-en-Gohelle a reçu son premier agrément en 2020. Actuellement installé sur le quartier de la Plaine du 7, le futur bâtiment situé sur la ZAC des deux Villes permettra d'accueillir une antenne du centre

social. L'objectif étant de faire de ce nouvel équipement un équipement majeur de la ZAC des Deux Villes et permettre l'implantation du service en cœur de quartier.

Les actions à mener en termes de la charte GUP pour la ZAC des deux villes, en lien avec les programmes d'actions TFPB sont les suivants :

- Axe 1 : propreté et entretien des espaces à usage collectif : entretien des cages d'escaliers, halls d'entrée, parkings intérieurs, locaux communs (poussettes...), et l'entretien des espaces verts, de la voirie, jeux d'enfant et terrain de sport.
- Axe 2 : qualité des espaces extérieurs : Amélioration de la signalétique des quartiers (parking, résidences, équipements, rues...), respect des usages sur l'espace public, l'aménagement et l'entretien des espaces verts et des nouvelles plantations, l'amélioration du mobilier urbain (bancs, panneaux, corbeilles, éclairages, jeux d'enfants), l'accompagnement des habitants lors de l'ouverture de nouveaux équipements sur le quartier.
- Axe 3 : ordures ménagères et encombrants : Gestion-stockage-collecte des ordures ménagères, des encombrants, le Respect du tri, la Communication et sensibilisation de la population à la gestion quotidienne des déchets, la lutte contre les dépôts sauvages et la sensibilisation sur l'utilisation et l'appropriation des PAV.
- Axe 4 : transport, stationnement : l'entretien et amélioration des voiries, aires de stationnement, parkings, bandes/pistes cyclables, espaces piétonniers ; la sécurité routière ; la gestion des stationnements et accompagnement des habitants lors de la démolition de leur garage, et la sensibilisation des habitants aux nouvelles pratiques de mobilité sur le quartier (vélo...).
- Axe 5 : foncier et espaces délaissés : la régularisation du foncier, détermination des limites de domanialité, clarification des usages et le travail sur les espaces transitoires en cours de chantier.
- Axe 6 : tranquillité publique : Gestion des comportements abusifs ou agressifs à l'égard des biens, des personnes et des installations (incivilités, squats, dégradations volontaires) ; proposer des rencontres régulières entre les habitants et les équipes travaux (café rencontre – invitations lors des démarrages travaux) et sécuriser les chantiers en cours de projet.
- Axe 7 : Appropriation des nouveaux espaces : Accompagnement des habitants pendant la transformation du quartier, Proposer des temps forts autour de moments clés du projet (démolition, mémoire du quartier, fin de chantier, inauguration...), Informer et communiquer auprès des habitants durant la durée du projet.

Le détail de la programmation et la gouvernance de chacune de ses actions sont décrits dans la charte qui figure en annexes D2.

Cette charte sera signée en même temps que la convention opérationnelle.

L'article 8.2 « Les mesures d'insertion par l'activité économique des habitants » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Sans objet

L'article 8.3 « La valorisation de la mémoire des quartiers » est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les parties prenantes de la présente convention s'engagent à valoriser la mémoire du quartier concerné par le projet de renouvellement urbain. Le porteur de projet et les maîtres d'ouvrages s'attacheront tout particulièrement à promouvoir toutes les initiatives locales de productions et de réalisations filmographiques ou photographiques relatives au quartier et à son évolution dans le cadre du projet de renouvellement urbain. Ces documents, rendus publics et dans la mesure du possible en libre accès, seront transmis à l'ANRU et pourront être utilisés comme support de compte rendu public d'activités de l'Agence et de tout projet de mise en valeur du NPNRU.

Durant le projet de renouvellement urbain sur le quartier, les communes souhaiteraient construire un projet sur la mémoire du quartier en deux parties.

Tout d'abord, un reportage photo et des entretiens permettront de recueillir la mémoire et le témoignage des locataires du quartier mais également des acteurs locaux qui travaillent sur site (bailleur, technicien communal...). Ces documents seront croisés avec de la collecte d'archives qui permettront de connaître les origines de la construction du quartier et son évolution. L'ensemble des documents produits seront restitués au sein de la maison du projet.

Dans un second temps, les équipes culturelles de la ville d'Hénin et de Montigny souhaitent également mettre en place un projet de spectacle de rue au sein du quartier. Cet évènement sera en lien avec l'histoire du quartier et son évolution au cours des dernières années. Une rencontre est prévue dans le courant de l'année 2020 entre les deux équipes pour valider et construire le projet.

Ce dernier fera ensuite l'objet d'un appel à projet dans le cadre du contrat de ville. [Ce premier projet pourra servir de base pour permettre aux Villes de travailler autour de cette thématique tout au long du projet ANRU et favoriser ainsi la transition et l'évolution du quartier.](#)

.

Article 3.9 – Modification de l'article 9 du titre III « Les opérations programmées dans la présente convention et leur calendrier opérationnel »

Sans objet

Article 3.9.1 – Modification de l'article 9.1 « Les opérations cofinancées par l'ANRU dans le cadre de la convention pluriannuelle »

Sans objet

Article 3.9.1.1- Modification de l'article 9.1.1 « La présentation des opérations cofinancées par l'ANRU dans la présente convention au titre du NPNRU »

Sans objet

Article 3.9.1.1.1 – Modification de l'article 9.1.1.1 – « Les opérations d'ingénierie cofinancées par l'ANRU »

- Les opérations « Les études, expertises et moyens d'accompagnement du projet / l'accompagnement des ménages / la conduite du projet de renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « Le relogement des ménages avec minoration de loyer » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

Article 3.9.1.1.2 – Modification de l'article 9.1.1.2 « Les opérations d'aménagement cofinancées par l'ANRU »

- Les opérations « La démolition de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « Le recyclage de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « Le recyclage de l'habitat ancien dégradé » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « L'aménagement d'ensemble » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel du concours financier	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
MONTIGNY - Aménagement Mail Dahomey/Place Centrale	C0693-24-0001	QP062044	CA D HENIN-CARVIN	4 700 749,99 €	20,00 %	940 150,00 €	20/11/2018 00:00:00	S2	2024	8

Article 3.9.1.1.3 – Modification de l'article 9.1.1.3 « les programmes immobiliers cofinancés par l'ANRU »

- Les opérations « La reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux (LLS) » sont modifiées et présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La production d'une offre de relogement temporaire » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La requalification de logements locatifs sociaux » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La résidentialisation de logements locatifs sociaux / de copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Libellé de l'opération	IDTOP	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle	Taux de subvention Anru	Montant prévisionnel du concours financier	Date de prise en compte des dépenses	Semestre	Année	Durée en semestre
HENIN - Résidentialisation Ebènes/Hêtres/Frênes/Erables (107 LLS)	C0693-34-0006	QP062044	PAS DE CALAIS HAB	452 948,78 €	37,66 %	170 570,51 €	22/09/2019 00:00:00	S2	2024	8
HENIN - Résidentialisation Cyprès/Tilleuls (64 LLS)	C0693-34-0007	QP062044	PAS DE CALAIS HAB	125 098,29 €	37,66 %	47 109,25 €	22/09/2019 00:00:00	S2	2023	10
HENIN - Résidentialisation Sycomores/Aulnes/Marronniers (107 LLS)	C0693-34-0008	QP062044	PAS DE CALAIS HAB	529 411,50 €	37,66 %	199 364,68 €	22/09/2019 00:00:00	S2	2023	10
MONTIGNY - Résidentialisation Alsace/Artois/Bretagne (94 LLS)	C0693-34-0009	QP062044	PAS DE CALAIS HAB	465 300,01 €	37,66 %	175 221,70 €	22/09/2019 00:00:00	S2	2023	8
HENIN - Résidentialisation Acajous/Bouleaux/Charmes (69 LLS)	C0693-34-0010	QP062044	SIA HABITAT	350 520,00 €	32,55 %	114 079,23 €	22/09/2019 00:00:00	S2	2023	3

- Les opérations « Les actions de portage massif en copropriétés dégradées » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La diversification de l'habitat dans le quartier par l'accession à la propriété » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics et collectifs de proximité » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

- Les opérations « Autres investissements concourant au renouvellement urbain » sont modifiées et désormais présentées comme suit :

Sans objet

Article 3.9.1.2- [le cas échéant] Modification de l'article 9.1.2 « Les conditions de modulation des aides accordées au projet de renouvellement urbain au regard des objectifs d'excellence au titre du NPNRU »

Sans objet

Article 3.9.2 – Modification de l'article 9.2 « Les opérations du programme non financées par l'ANRU »

Sans objet

Article 3.9.2.1- Modification de l'article 9.2.1 « Les opérations bénéficiant des financements de la Région (ou du département) notamment dans le cadre d'une convention de partenariat territorial signé par l'ANRU et la Région (ou le département) »

Les opérations d'aménagement d'ensemble, d'équipements publics de proximité et d'immobilier à vocation économique font partie du programme approuvé par le délégué territorial de l'ANRU.

Par délibération N°20170731 en date du 29 juin 2017, la Région Hauts-de-France a fait part de son soutien au Nouveau Programme de Renouvellement Urbain et a ainsi présidé les modalités techniques et financières d'intervention pour les 54 quartiers d'intérêt National et Régional. Des financements « décroisés » sont mis en œuvre avec la participation de la Région à hauteur de 3.24 M € sur le NPNRU de la ZAC des Deux Villes (dont les 54 400 € de subvention Région en phase protocole).

Afin d'être en accord avec les priorités régionales, à savoir : le développement économique des quartiers, les services et équipements publics de proximité, le cadre de vie ou encore l'innovation sociale ou numérique, il a été proposé d'inscrire les opérations suivantes :

■ **L'aménagement d'ensemble**

Libellé précis (adresse, nb de lgts)	IDTOP (le cas échéant)	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle Région	Taux de subvention Région	Montant prévisionnel de subvention Région	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Mail des Ecoles (Henin-Beaumont)	...	62587 Montigny-en-Gohelle, Henin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	COMMUNAUTE AGGLOMERATION D'HENIN-CARVIN	3 212 145,34 €	26,01%	835 539,18€	S2 2026	2
MONTIGNY - Aménagement Mail Dahomey/Place Centrale	693-6062044-24-0001-001	62587 Montigny-en-Gohelle, Henin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	COMMUNAUTE AGGLOMERATION D'HENIN-CARVIN	4 700 749,99 €	23,85 %	1 120 992,82 €	S2 2024	8

▪ **La diversification fonctionnelle dans le quartier : les équipements publics de proximité**

Libellé précis (adresse, nb de lgts)	IDTOP (le cas échéant)	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle Région	Taux de subvention Région	Montant prévisionnel de subvention Région	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Création Maison de quartier / Antenne du Centre social Montigny	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin- Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	VILLE DE MONTIGNY-EN- GOHELLE	932 880€	50 %	466 440 €	S1 2023	2
Création Centre de Santé Artois*	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin- Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	220 000€	50 %	110 000 €	S2 2019	2
Création Maison de la parentalité Artois*	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin- Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	275 000€	50 %	137 500 €	S2 2019	2
Création Point Service / Maison du projet Ile de France	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin- Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	60 500€	50 %	30 250 €	S1 2020	1

*La fusion des lignes opérationnelles « Création Centre de Santé Artois » et « Création Maison de la parentalité Artois » donne lieu à la création de la ligne opérationnelle « Création centre de santé et maison de la parentalité ». L'opération a permis, considérant le coût opérationnel définitif de l'opération et la notification du solde de la subvention Région liée à l'opération, de dégager un reliquat opérationnel de 31 575,09 € à intégrer à la somme des reliquats relatifs aux opérations d'équipement.

La ligne opérationnelle « Création Foyer des Aînés rdc Fresnes » est supprimée. La subvention régionale d'un montant de 85 250 € pourrait être redéployée au sein de ligne opérationnelle « Programmes immobiliers/Equipements publics de proximité ».

La ligne opérationnelle « Création Maison du Jeu / Point info rdc Fresnes » est supprimée. La subvention régionale d'un montant de 79 750 € pourrait être redéployée au sein de ligne opérationnelle « Programmes immobiliers/Equipements publics de proximité ».

▪ **La diversification fonctionnelle dans le quartier : l'immobilier à vocation économique**

Libellé précis (adresse, nb de lgts)	IDTOP (le cas échéant)	Localisation (QPV ou EPCI de rattachement)	Maître d'ouvrage (intitulé exact)	Assiette subventionnable prévisionnelle Région	Taux de subvention Région	Montant prévisionnel de subvention Région	Date de lancement opérationnel (semestre et année)	Durée de l'opération en semestre
Réhabilitation commerces en rdc Ebènes (V4/A3)	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT -	85 800€	50 %	42 900 €	S2 2024	8
Réhabilitation commerces en rdc Aquitaine (A3)	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	75 900€	50 %	37 950 €	S1 2025	1
Réhabilitation commerces en rdc Franche- Comté (V9)	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	13 200€	50 %	6 600 €	S1 2025	1
Réhabilitation commerces en rdc Platanes (V2/V3)	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	344 300€	50 %	172 150 €	S1 2020	1
Réhabilitation commerces en rdc Aquitaine médecin (V8/S5)	...	62587 Montigny- en-Gohelle, Hénin-Beaumont 6062044 Zac Des Deux Villes	PAS DE CALAIS HABITAT	117 700€	50 %	58 850 €	S1 2025	1

Article 3.9.2.2- Modification de l'article 9.2.2 « Les opérations bénéficiant de l'Anah »

Sans objet

Article 3.9.2.3 – Modification de l'article 9.2.3 « les opérations bénéficiant de financements de la Caisse des dépôts et consignations »

Sans objet

Article 3.9.2.4 – Modification de l'article 9.2.4 « les opérations bénéficiant des financements d'autres Partenaires associés »

Sans objet

Article 3.9.3 – Modification de l'article 9.3 « Les opérations financées par le PIA au titre de l'axe 1 de l'action VDS et/ou du volet « quartiers » de l'action TI » et/ou de l'action « Démonstrateurs de la ville durable »

Sans objet

Article 3.9.4 –Modification de l'article 9.4 « Les opérations financées au titre de l'appel à projets « Les Quartiers Fertiles » »

Sans objet

Article 3.10 – Modification de l'article 10 relatif au plan de financement des opérations programmées

L'article est modifié et désormais rédigé comme suit :

Les participations financières prévisionnelles au titre de la présente convention pluriannuelle sont précisées dans les tableaux figurant en annexes C2 et C4 :

- Un plan de financement prévisionnel global faisant apparaître les co-financements envisagés pour chaque opération du projet, y compris celles non financées par l'ANRU ou, à titre informatif, celles du projet d'innovation financées par les PIA. Les financements ANRU au titre du PIA, validés par le premier ministre, figurent dans la convention-cadre de mise en œuvre du projet ou la convention de financement du projet spécifique annexée, le cas échéant, à la présente convention.
- Le tableau financier par le porteur de projet et les maîtres d'ouvrage reprenant, en les classant par nature d'intervention, maître d'ouvrage par maître d'ouvrage, l'ensemble des plans de financement prévisionnels des opérations pour lesquelles un soutien financier de l'ANRU, au titre du NPNRU, est sollicité dans la présente convention pluriannuelle. Il fait ainsi apparaître les concours financiers ANRU prévisionnels, déclinés entre montant de subventions ANRU prévisionnels et les volumes de prêts bonifiés prévisionnels. L'ensemble des co-financements prévisionnels sont précisés : commune, EPCI, Département, Région, organisme HLM, Caisse des Dépôts, Europe, ...

Ce tableau financier est un tableau prévisionnel des dépenses et des recettes estimées, qui, au sens du règlement financier, programme des crédits sur les ressources financières du nouveau programme national de renouvellement urbain. Les participations financières prévisionnelles y sont détaillées. Sont également indiquées des participations financières prévisionnelles de tiers non signataires dont l'obtention est de la responsabilité de chaque maître d'ouvrage.

Au titre de la présente convention pluriannuelle :

- la participation financière de l'ANRU au titre du NPNRU s'entend pour un montant global maximal de concours financiers prévisionnels de 6 207 081,30 €, comprenant 5 033 426,67 € de subventions, et 1 173 654,63 € de volume de prêts distribués par Action Logement Services. Cette participation se répartit sur les quartiers concernés de la façon suivante :
 - 6 207 081,30 € concours financiers prévisionnels comprenant 5 033 426,67 € de subventions et 1 173 654,63 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt régional,
 - 0 € concours financiers prévisionnels comprenant 0 € de subventions et 0 € de volume de prêts portant sur les quartiers d'intérêt national.
- la participation financière de l'Anah s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 0 €.
- la participation financière de la Caisse des Dépôts s'entend pour un montant global maximal, non actualisable, de 180 000 €. La mise en œuvre du programme s'appuie par ailleurs sur le financement en prêts de la Caisse des dépôts pour un montant prévisionnel à définir. Les modalités d'intervention seront précisées dans des conventions à signer entre la Caisse des Dépôts et les différents maîtres d'ouvrage concernés. Les décisions d'octroi des financements de la Caisse des Dépôts seront prises par les comités d'engagement compétents. Les caractéristiques des prêts, y compris le taux d'intérêt, sont celles en vigueur au jour de l'émission de chaque contrat de prêt.
- La participation financière de la Région Hauts-de-France s'entend pour un montant de 3.24 M€ (délibération n°20170731 du 29 juin 2017) pour toutes les opérations financières décrites

à l'article 9. Dans le cadre spécifique de l'attribution des aides en matière d'investissement immobilier des entreprises qui relève de la compétence de l'EPCI (CGCT, art. L.1511-3), la Communauté d'Agglomération autorise la Région à participer au financement de ces aides au regard des 5 opérations d'Immobilier à vocation économique.

- la participation financière de l'ANRU au titre de l'axe 1 de l'action VDS du PIA s'entend pour un montant global maximal de 0 €.
- la participation financière de la CDC au titre du volet « quartiers » de l'action TI du PIA s'entend pour un montant global maximal de 0 €.

Pour rappel :

- le tableau financier des opérations physiques relatif au protocole de préfiguration portant sur les quartiers concernés par la présente convention pluriannuelle figure en annexe C8.

Le tableau ci-dessous indique les concours financiers NPNRU totaux programmés (protocole et convention) par quartier concerné par la présente convention³ :

Zac des deux Villes QP062044	Montant de subvention NPNRU	Volume de prêt bonifié NPNRU	Concours financiers NPNRU totaux
Protocole	119 539,86 €	0,00 €	119 539,86 €
Convention	5 033 426,67 €	1 173 654,63 €	6 207 081,30 €
Totaux :	5 152 966.53 €	1 173 654,63 €	6 326 621,16 €

ARTICLE 4 – DATE D'EFFET ET MESURE D'ORDRE

Le présent avenant prend effet à compter de sa signature par la dernière partie prenante signataire.

Les clauses de la convention pluriannuelle non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées et applicables conformément aux dispositions prévues dans la Convention pluriannuelle.

La convention pluriannuelle et ses avenants successifs, en ce compris le présent avenant, forment un tout indivisible. Une version actualisée de la convention pluriannuelle consolidant l'ensemble des modifications sera remise à l'ANRU par le porteur de projet.

ANNEXES

- **Modification du périmètre du quartier QPV N°QP062044, et mise à jour des annexes A :**
 - A1 Plan de situation
 - A2 Carte de présentation du quartier
 - A3 Schéma du diagnostic et fonctionnement du quartier
 - A5 Schéma permettant d'identifier les secteurs impactés NPNRU
 - A6 Tableau de bord des objectifs urbains
 - A7 Schéma de synthèse
 - A8 Plan guide projet urbain
 - A9 Cartes thématiques
 - A11 Plan foncier avant/après
 - A12 Plan foncier identifiant les contreparties foncières Foncière Logement
- **Modification de l'annexe B1 (Contreparties foncières) :**
 - évolution SDP des contreparties foncières

³ Le cas échéant la présente convention fait mention des concours financiers NPNRU programmés dans les autres conventions NPNRU portant sur le même territoire intercommunal, et les tableaux financiers concernés sont joints pour information en annexe C9.

- **Modification de l'annexe B2 (Droits de réservations) :**
 - Prise en compte du passage à la gestion en flux
- **Mise à jour des annexes C :**
 - C1 Échéancier prévisionnel (calendrier opérationnel) présentant l'enchaînement des opérations
 - C2 Tableau financier prévisionnel global de l'ensemble des opérations du projet (TF IODA – ex C4 dans la convention pluriannuelle initiale
 - C3 Fiches descriptives des opérations modifiées
- **Création des fiches détaillées pour les opérations modifiées sur IODA**
- **Mise à jour des annexes D :**
 - Ajout d'une annexe D9 Plan financement prévisionnel
 - Ajout d'une annexe D10 carnet de phasage actualisé